

COVID-19

Note de veille économique n°3

Semaine 14 - 3 avril 2020



Cette synthèse résulte de la collecte d'informations de différentes sources, essentiellement celles des agents de la CRANA et des CDA de la région, qui font un remarquable travail en temps réel.

Trois parties :

1. Messages forts
2. Synthèse par filière : Points essentiels et de vigilance
3. Pour aller plus loin : éclairages et analyses





Guide de lecture des parties 1 et 2 :





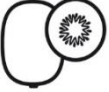

- *Les éléments repris des notes précédentes, mais toujours d'actualité, sont en caractères italiques.*
- Ceux propres à cette semaine sont en caractères droits.



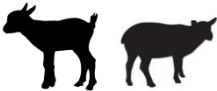


1 - Messages forts




- La sortie du confinement sera progressive (régionalisée et/ou par tranches d'âge) et durera plusieurs mois. A ce jour, la moitié de l'humanité est confinée.
- Les échanges mondiaux et les marchés financiers sont perturbés et très instables.
- La dette publique explose partout dans le monde.
- *Le maintien de la chaîne logistique est essentiel.* Ce point est de plus en plus sensible avec un renforcement de la crainte des salariés (défaut d'équipements de protection passive individuels).
- Maintien de l'ouverture des marchés ouverts : à poursuivre notamment dans les grandes agglomérations.
- Appui aux systèmes de drive fermier / livraison, montée en puissance des alternatives aux circuits habituels de distribution.
- Les messages d'appui aux producteurs du Ministre de l'agriculture et de la profession, relayés par les médias, ont porté leurs fruits et la demande est plus importante.
- La demande se diversifie et ne limite plus aux produits non périssables.
- Inquiétudes sur l'alimentation animale : pénurie de tourteaux de colza à venir et difficultés logistiques sur le soja.
- Des filières très saisonnières dont la majorité des ventes se font traditionnellement sur la période visée par le confinement (asperge / fraise / agneau / chevreau) sont impactées par la chute de la demande (fermeture RHD et restauration commerciale d'une part, resserrement de gamme en GMS et blocage d'une grande partie des marchés ouverts d'autre part)
- En lait de vache, les prix à la production devraient baisser de - 30 à - 50 €/t. Les laiteries demandent aux producteurs de « modérer » leur production de - 3 % à - 5 % : le CNIEL finance une compensation maximum de 320 €/1 000 L sur le mois d'avril.
- En lait de chèvre, l'augmentation structurelle de la collecte de + 10 % en plein pic de lactation, combinée à la diminution d'activité des transformateurs (20 % d'absentéisme) et une baisse des débouchés, pose des problèmes cruciaux à la filière qui envisage de détruire du lait.

2 - Synthèse par thème et filière : Points essentiels et de vigilance

 <p>CONTEXTE GENERAL</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La moitié de l'humanité est confinée. ➤ En France, le chômage partiel touche 400.000 entreprises et 4 millions de salariés, soit 20 % de l'emploi du secteur privé. ➤ La dette publique explose sous l'effet des plans de relance massifs annoncés dans le monde. En France, le taux d'endettement devrait dépasser 140 % du PIB en 2020, contre 100 % en 2019. ➤ Le PIB de l'UE pourrait baisser de - 10 %. Comment sera financée la PAC si elle reste exprimée en % du PIB de l'UE ? ➤ Le prix du pétrole devrait rester plusieurs mois autour de la barre des 20 \$/b, soit - 70 % par rapport au prix de 2019. ➤ La capitalisation boursière a fondu d'un tiers depuis deux mois. ➤ Les monnaies des principaux pays exportateurs agricoles (Russie, Brésil, Ukraine...) décrochent, ce qui renforce la concurrence-prix sur les marchés internationaux. <p>Détails : Durée du confinement</p>
 <p>CHAINE ALIMENTAIRE</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Des difficultés logistiques : transport routier et fret ferroviaire (manque de main d'œuvre, de containers,...)</i> ➤ <i>Flambée des tarifs de transport chez certains opérateurs.</i> ➤ <i>Abattoirs : manque de personnel, instauration de quotas et reprogrammation des tueries, baisse de productivité avec instauration des mesures barrières.</i> ➤ <i>Ralentissement des échanges de marchandises avec contrôles aux frontières.</i> ➤ Inquiétude grandissante des salariés par manque de protection individuelle. Risque d'augmentation de l'exercice du droit de retrait. ➤ Augmentation des arrêts "maladie" suite à confirmation d'infection et mise en quarantaine des collègues les plus proches. ➤ <i>Des tensions sur les approvisionnements en emballage, les achats UVCI / barquettes progressent fortement (fermeture de nombreux rayons "détail" / "à la coupe").</i> ➤ <i>Fermeture des marchés de plein vent : suite à la demande unanime de la Profession, réouverture de 25 % d'entre eux mais principalement dans les zones rurales. Les grandes agglomérations sont plus frileuses.</i> <p>Détails : Relations économiques et commerciales :</p>
 <p>BANQUE</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Aménagement des encours et report d'échéances et mise en place de courts termes de trésorerie: début des opérations en semaine 14. ➤ <i>Objectif : éviter le blocage des paiements et maintien des flux financiers entre entreprises.</i> ➤ Après un premier élan de traitement en masse, les principales banques "agricoles" se réorientent vers un traitement au cas par cas, avec étude de chaque situation par les conseillers de clientèle. ➤ A ce jour pas de constatation de dégradation sévère en masse. <p>Détails : Banques :</p>
 <p>CONSOMMATION</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Modification forte des modes d'achat : baisse de la fréquence et augmentation du panier moyen. ➤ Resserrement de la consommation sur les produits "basiques", potentialisé par l'offre mise en rayon par les distributeurs. ➤ Consommation de crise avec baisse en gamme des achats. ➤ Un impact fort pour les produits de Nouvelle-Aquitaine très orientés SIQO et IG. <p>Détails : Relations économiques et commerciales :</p>

 <p>MAIN D'ŒUVRE EXPLOITATION</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Défaut de main d'œuvre saisonnière (absence des travailleurs d'Europe de l'Est).</i> ➤ <i>Des entreprises agricoles confrontées à des refus de dossier pour chômage partiel.</i> ➤ <i>Appel du Ministre Guillaume pour un renfort de main d'œuvre : attention au respect des conditions d'emploi (couverture accident).</i>
 <p>HORTICULTURE ET PEPINIERE</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Blocage des ventes en établissements ➤ Développement de la vente en drive ➤ La vente des plants potagers et fruitiers est débloquée <p>Détails : Horticulture</p>
 <p>ASPERGE</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Depuis le 21 mars l'asperge est déclarée en « crise conjoncturelle » par le RNM avec des prix anormalement bas</i> ➤ A compter du 27 mars, une évolution un peu plus favorable avec : <ul style="list-style-type: none"> • une amélioration des ventes : prise de conscience collective • une diminution des volumes de production: maîtrise de la production (bâchage, arrêts partiels de récolte) et rafraîchissement des températures jusqu'au 30/03. ➤ <i>Défaut de main-d'œuvre pour les récoltes toujours identifié</i> <p>Détails : Asperges (sources : RNM Agen /CDA40 & CDA33)</p>
 <p>FRAISE</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Sortie de la période de crise conjoncturelle depuis le 01 avril.</i> ➤ A compter du 27 mars, une évolution plus favorable avec : <ul style="list-style-type: none"> • Pour la fraise Gariguette, essentiellement en Lot-et-Garonne, les cours se réajustent légèrement à la hausse du fait d'une demande présente (communication importante et efforts collectifs de soutien : GMS, consommateurs) et de volumes qui diminuent avec la baisse des températures. • La production de fraise en Dordogne est à son démarrage et les conditions climatiques ralentissent la production. Le pic de production est attendu dans 10 jours. ➤ Il y a toujours un défaut de main-d'œuvre pour les récoltes. <p>Détails : Fraises (sources : RNM Agen /CDA47 & CDA24)</p>
 <p>Kiwi</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les ventes sont bonnes et les prix augmentent de manière significative sur de nombreux calibres. ➤ Les transporteurs ont repris une activité plus soutenue que la semaine dernière vers l'Espagne.
 <p>VITICULTURE</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pour les AOC, la crise sanitaire du COVID19 renforce la baisse de commercialisation enregistrée depuis 18 mois. <ul style="list-style-type: none"> • Dès mi-mars, la baisse des transactions en vrac est de - 43 %. • Le marché serait saturé de l'équivalent de 1 million d'hl. • Les exploitations viticoles engagées dans la vente directe de leurs produits sont impactées par la chute des ventes liées à la fermeture des lieux de consommation (bars, restaurants) et de distribution (cavistes, vente à la ferme...), ainsi que l'annulation des foires aux vins et l'interdiction massive des marchés de plein vent. ➤ Pour le COGNAC, la très forte dynamique de la commercialisation est perturbée par des problèmes logistiques d'acheminement et de déchargement des expéditions à l'international (Etats-Unis et Chine en particulier). <p>Détails : Viticulture</p>

 <p>POMMES</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Le marché se tient en intra.</i> ➤ <i>L'activité "export" reste normale.</i>
 <p>GRANDES CULTURES</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les marchés céréaliers sont relativement bien orientés, malgré la persistance de problèmes logistiques. ➤ La baisse du prix du pétrole met en difficulté les oléagineux : les tourteaux de colza ne sont plus fabriqués par les tritrateurs faute de débouchés dans la filière biodiesel. La pénurie pourrait vite se faire sentir, notamment chez les producteurs de lait non OGM. ➤ Le soja continue d'arriver dans les ports français mais des inquiétudes se manifestent en termes de maintien de la chaîne logistique en Amérique Latine. <p>Détails : Grandes cultures et alimentation animale</p>
 <p>CHEVREUX ET AGNEAUX</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les zones très orientées sur le "désaisonnement" de la production sont très affectées par les perspectives de non vente pour Pâques. ➤ <i>Fermeture des rayons "boucherie détail" en GMS : baisse en gamme des achats, les produits "label" sont en difficulté.</i> Baisse de 44 % des abattages par rapport à une année normale. ➤ Arrêt des imports mais concurrence avérée des produits d'imports déjà en stock dans les GMS. ➤ Proposition de dons des produits d'import à la RHD encore en activité pour laisser la place aux produits français. ➤ <i>Des messages de promotion sont en cours et montent en puissance pour une préférence à l'origine "France".</i> ➤ Demande d'intervention par stockage pour rétablir équilibre offre/demande. ➤ Impact fort sur les cours en raison de la dynamique de déstockage "à tout prix". ➤ Demande de soutien aux engraisseurs de chevreaux. <p>Détails : Chevreaux et agneaux :</p>
 <p>BOVIN VIANDE</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le marché français intra et export se tient toujours mieux que dans le reste de l'UE. Certains opérateurs ont stoppé leurs exports d'autres les ont repris : attitude très hétérogène. ➤ Poursuite de la baisse des abattages sur les semaines 13 et 14 notamment en vache. ➤ Maigre et JB : l'Italie privilégie l'origine "France" ou territoire national (demande de qualité des consommateurs). Inquiétude sur les autres destinations "export" : Espagne (unités d'engraissement saturées), Algérie (difficultés logistiques et économiques). ➤ Consommation nationale : réouverture progressive mais lente des rayons "boucherie détail" en GMS. Baisse en gamme et augmentation du haché, déséquilibre matière encore plus fort. Les produits "label" sont malmenés. <p>Détails : Bovin Viande :</p>
 <p>PALMIPÈDES</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Très forte baisse des ventes en GMS pour ces produits plutôt à caractère festif. La fourniture de la RHD et de la restauration commerciale est quasi nulle. ➤ Pas de perspective de marché. Réduction des mises en place.

 <p>VOLAILLES</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Poulet : beaucoup de demande sur les premières semaines (achat de stockage). Expectative pour les semaines à venir.</i> ➤ Important déséquilibre matière en raison du transfert de consommation de la RHD vers le domicile. ➤ L'organisation de la production est perturbée par les contraintes de déplacement (équipes de ramassage) et transfert des documents réglementaires et analyses sanitaires par voie postale.
 <p>PORC</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Retour à la normale mais déséquilibre matière : forte demande sur le jambon, l'absence de RHD pèse sur l'écoulement des autres pièces.</i> ➤ Les exports se maintiennent mais les capacités à honorer la demande sont affectées par la baisse de productivité de l'aval abattage / découpe / transformation. <p>Détails : Porcs :</p>
 <p>LAIT</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Alerte sur l'appauvrissement de l'offre en produits "haut de gamme" / AOP. Les GMS resserrent leur offre sur Produits de Grande Consommation et grandes marques. La fermeture des rayons "fromage à la coupe" et marchés ouverts a un impact fort. Cependant, on observe une certaine reprise sur ces segments depuis une semaine.</i> ➤ Les laiteries appellent à une limitation de production tandis que nous approchons du pic de production : le CNIEL finance une compensation maximum de 320 €/1 000 L. ➤ Des laiteries appliquent des baisses saisonnières d'environ - 20 €/1 000 L, qui seront rattrapées sur les trimestres de fin d'année, si la sortie de crise le permet. ➤ Le taux d'absentéisme dans les entreprises de transformation de l'ordre de 20 % en moyenne, auquel s'ajoute un ralentissement considérable des cadences des chaînes de production lié à l'observation stricte des consignes gouvernementales de sécurité. Il en résulte une baisse des capacités de fabrication des sites de production de 20 % à 25 %. Certains outils de fabrication sont déjà à saturation, ou vont l'être bientôt. <p>Détails : Filières laitières</p>

3 - Pour aller plus loin : éclairages et analyses

Durée du confinement

Dépister est l'unique solution pour hâter la sortie du confinement sans condamner les populations à devoir se remettre aussitôt en quarantaine (2^{ème} vague de contamination). A ce jour, il faudrait tripler le nombre de tests faits en ce moment. Le Ministre de la santé n'a pas donné d'indications précises. Plusieurs scénarios de déconfinement sont à l'étude : dans toutes les hypothèses, il se fera progressivement, selon la région et/ou les tranches d'âges (voir ci-dessous). La vague épidémique progresse en France selon un axe nord-est/sud-ouest : le pic aura donc 3-4 semaines de retard en Nouvelle-Aquitaine. Selon nous, le déconfinement durera des mois, et une reprise de l'activité « normale » avant l'été est totalement illusoire. Lors de la reprise progressive d'activité, il faudra être vigilant sur la définition « d'activités essentielles » et de « biens de première nécessité »

Le Premier Ministre, Edouard Philippe, a été auditionné par la mission d'information parlementaire « impact, gestion et conséquences de l'épidémie de Coronavirus-Covid 19 » le 01/04/2020. Voici un résumé de ses propos sur la fin du confinement : « *Il est probable que nous ne nous acheminons pas vers un déconfinement qui serait général, absolu, en une fois et pour tout le monde* » La question [du] déconfinement est redoutablement complexe. D'abord parce qu'il n'y a pas de précédent. On n'a jamais confiné aussi largement autant de gens et donc, par définition, [...] il n'y a pas de process écrits, de méthodes éprouvées. [...] Le déconfinement va dépendre dans sa réalisation d'éléments dont nous ne disposons pas aujourd'hui entièrement. Quels sont ces éléments ? D'abord, on sent bien que le déconfinement sera différent s'il existe au moment du déconfinement des traitements éprouvés ou s'il n'en existe pas, que la réponse apportée à la question du confinement pourra dépendre aussi de notre capacité à tester quoi et à tester qui. Car lorsqu'on parle des tests, encore faut-il savoir de quel test l'on parle et de quelle capacité on a à produire ces tests et à les réaliser dans de bonnes conditions. Nous avons demandé à plusieurs équipes de travailler sur de hypothèses de déconfinement régionalisé ou dépendant de campagne de tests ou de classes d'âges. Nous espérons pouvoir avancer sur le sujet et présenter des éléments dans les jours ou les semaines qui viennent. »

La porte-parole du Gouvernement, Sibeth Ndiaye, a déclaré à l'issue du Conseil des Ministres du 01/04/2020 que « *beaucoup de questions se posent sur la manière dont on doit organiser non seulement le déconfinement, mais aussi l'après. [il est] un peu tôt pour organiser une sortie de crise [...] Le gouvernement n'est pas capable aujourd'hui de dire à quel moment cette crise se terminera. La France est officiellement confinée jusqu'au 15 avril, mais les autorités ont d'ores et déjà prévenu que cette période pourrait être prolongée. Pour «déconfiner», le premier critère sera de s'assurer que l'épidémie régresse, en observant le nombre d'entrées quotidiennes dans les services de réanimation. Ensuite, les stratégies de déconfinement s'appuient sur différentes touches de piano [selon] le degré d'immunité dans la population générale, qui sera mesuré notamment par les tests sérologiques, disponibles dans les jours ou les semaines qui viennent* ».

Activité économique générale

La moitié de l'humanité est confinée. En France, plus de 4 millions de salariés du privé (20 % du total) sont en chômage partiel dans 400.000 entreprises (10 millions de salariés sont dans la même situation aux Etats-Unis). Des économistes comme Gaël Giraud avancent qu'au moins un million de français vont perdre leur emploi dans les mois qui viennent. Le PIB de l'Union européenne devrait chuter de 10 %, voire plus, selon les modalités de déconfinement : cela interroge directement le budget de la PAC, calculé en pourcentage de PIB européen. Les dettes publiques devraient exploser un peu partout dans le monde, perspective qui fait augmenter les taux d'intérêt des obligations. Certains pays se sont déjà déclarés dans l'incapacité d'honorer leurs remboursements au FMI (Liban, Argentine, Chili...).

Prix du pétrole

Les marchés pétroliers affrontent une crise centenaire : le pétrole est à la fois sous la pression d'une crise de l'offre, en surproduction suite à la guerre des prix entre l'Arabie Saoudite, les Etats-Unis et la Russie, qui ont tous augmenté leur production et/ou baissé leurs prix, et d'une demande effondrée par le confinement de la moitié de l'humanité (qui assure 92 % du PIB mondial). Les stocks débordent, et des armateurs se voient proposer la location de leurs tankers pour un an afin de pouvoir stocker ce qui n'est plus consommé. Certains analystes pensent que le prix du baril pourrait évoluer plusieurs mois sous la barre des 20 \$/b (brent), ce qui mettrait des pays comme le Nigeria, le Mexique, l'Algérie, l'Irak, le Venezuela... dans une situation socio-politique insoutenable, car ils n'équilibrent pas leurs budgets nationaux en-dessous de 50 \$/b. Le prix du baril a rebondi hier suite à un tweet de D. Trump faisant état d'un accord sur une baisse de l'offre de pétrole de 10 % avec la Russie, mais cette dernière vient de démentir cette nouvelle.

Marchés financiers

Les bourses : malgré un rebond suite à l'annonce de plans de soutien massifs à l'économie aux Etats-Unis et en Allemagne, la capitalisation boursière mondiale a fondu d'un tiers depuis deux mois. La plus grande incertitude règne sur les marchés d'actions, entre panique des uns et rachat à bon compte des autres (« acheter au son du canon, vendre au son du clairon »). Un krach boursier de grande ampleur et une crise de liquidités reste un scénario envisageable, malgré l'intervention sans précédent des grandes banques centrales. L'endettement, aussi bien public que privé, va exploser et fragiliser durablement ces marchés, encore plus déconnectés de l'économie réelle : en effet, comment et sur quelles bases pourront-ils faire valoir leurs titres de dette ?

Les marchés des changes : la parité euro-dollar fait du yoyo, mais en tendance, l'euro s'affaiblit, ce qui est favorable aux exportateurs européens. Bien que très instable, la parité de l'euro vis-à-vis de livre sterling se maintient au même niveau qu'en 2019. Par contre, les monnaies de grands pays exportateurs (Russie, Brésil, Pologne) dévissent, ce qui va peser sur les prix agricoles des grands marchés internationaux, mais aussi sur les prix alimentaires de ces pays, qui commencent à flamber.

La dette publique : elle explose. L'ensemble des plans de relance à travers la planète atteint désormais 2,6 % du produit intérieur brut (PIB) mondial, dépassant largement l'effort fait lors de la crise financière de 2008 (1,7 % du PIB). Dans certains pays, ils vont bien au-delà : 10 % aux Etats-Unis, 8 % au Royaume-Uni... Et ce n'est très probablement qu'un début. Des aides supplémentaires seront nécessaires pour redémarrer l'économie à la sortie du confinement. Le taux d'endettement de la France devrait dépasser 140 % du PIB en 2020, contre 100 % en 2019.

Graphique €//\$: <https://fxtop.com/fr/historique-taux-change.php?C1=EUR&C2=USD&A=1&DD1=01&MM1=01&YYYY1=2018&DD2=02&MM2=04&YYYY2=2020&MA=1&YA=0&LANG=fr&CJ=0&TR=ON>

Graphique €/£ : <https://fxtop.com/fr/historique-taux-change.php?A=1&C1=EUR&C2=GBP&TR=1&MA=1&DD1=01&MM1=01&YYYY1=2016&B=1&P=&I=1&DD2=02&MM2=04&YYYY2=2020&btnOK=Chercher>

Graphique \$/Real-Brésil : <https://fxtop.com/fr/historique-taux-change.php?A=1&C1=USD&C2=BRL&TR=1&MA=1&DD1=01&MM1=01&YYYY1=2018&B=1&P=&I=1&DD2=02&MM2=04&YYYY2=2020&btnOK=Chercher>

Graphique \$/Rouble-Russie : <https://fxtop.com/fr/historique-taux-change.php?A=1&C1=USD&C2=RUB&TR=1&MA=1&DD1=01&MM1=01&YYYY1=2018&B=1&P=&I=1&DD2=02&MM2=04&YYYY2=2020&btnOK=Chercher>

Graphique \$/Zloty-Pologne : <https://fxtop.com/fr/historique-taux-change.php?A=1&C1=USD&C2=PLN&TR=1&MA=1&DD1=01&MM1=01&YYYY1=2018&B=1&P=&I=1&DD2=02&MM2=04&YYYY2=2020&btnOK=Chercher>

Relations économiques et commerciales :

Suite aux annonces des grandes enseignes, celles-ci communiquent sur les mesures de soutien aux producteurs français. La majorité d'entre elles invitent leurs clients à donner la préférence aux produits d'origine "France".

Des filières très malmenées par la crise (lait / ovin) demandent aux enseignes ayant toujours en stock des produits d'import de ne pas les destiner immédiatement à la vente voire de les donner à des opérateurs de RHD encore en activité afin de laisser la place aux références françaises.

Banques :

Après une première phase lors de laquelle la majorité des banques souhaitaient engager des mesures de report d'échéances généralisées ainsi que des mises en place d'emprunt court terme sur une base forfaitaire (25 % du chiffre d'affaires mensuel "N-1" : retournement de situation, avec souhait d'étude au cas par cas). Les conseillers prennent contact ou répondent aux sollicitations des agriculteurs et réalisent une étude fine de la situation. A l'instar de nos analyses, les banques font le constat de situation très diverses selon les filières, les territoires, les modes de débouché.

Les pauses sur prêt sont opérationnelles jusqu'à 6 mois (voire 1 an pour des emprunts annuels dans certaines banques).

Les prêts avec garantie de l'Etat peuvent être souscrits.

A ce jour, pas d'analyse globale de la situation sur l'ensemble des caisses.

Asperges (sources : RNM Agen /CDA40 & CDA33)

La crise a un impact lourd dans la région, rappelons que le tiers de la production française se réalise en Nouvelle-Aquitaine. Les Landes, est le premier département producteur d'asperges en France, plus de 4000 tonnes ont été récoltées en 2019. La question de la main-d'œuvre est toujours présente,

Depuis le 21 mars et le début du confinement lié à la crise sanitaire engendrée par le Covid-19, l'asperge, est entrée en « **crise conjoncturelle** » avec des prix anormalement bas. **En 1 mois le prix au kg a été divisé par 2.**

- D'un côté les conditions météorologiques favorables ont favorisé la pousse et des volumes en production importants (la campagne asperge démarre habituellement à la mi-mars, mais depuis deux ans la douceur dès février implique un démarrage précoce dès début mars, soit un mois d'avance). Des producteurs décident de ne pas récolter, d'autres jettent ou donnent des asperges pour assainir le marché.
- En revanche, les consommateurs en début de confinement ont privilégié les denrées non périssables

A compter du 27 mars, une évolution un peu plus favorable avec :

- Les actions de promotions et de mise en avant du produit par les GMS, les médias, les professionnels, ont un impact avec une demande plus importante. Les consommateurs se tournent également un peu plus vers les produits frais, sensibilisés par la campagne de soutien aux producteurs.
- Le rafraîchissement des températures, le bâchage de certaines surfaces ralentissent la pousse et l'arrêt de récolte sur une partie des surfaces permettent une diminution des volumes.
- Chaque producteur ajuste en fonction de son marché
 - . Les asperges sous label « Asperge du Blayais » ou sous AOP « Asperges des sables des Landes » trouve débouché dans la GMS, pas le tout-venant.
 - . Les ventes directes se développent depuis la semaine dernière avec la mobilisation de la filière.

Fraises (sources : RNM Agen /CDA47 & CDA24)

En Lot-et-Garonne

- Depuis le 27 mars dernier, les ventes en direction de la GMS s'améliorent sous l'effet de la communication sur la préférence pour la fraise française, le soutien aux producteurs de fraise et d'asperge et le passage à la deuxième semaine de confinement. Le développement des opérations de vente en mode « drive » a contribué à sensibiliser les consommateurs.
- L'écoulement s'est également amélioré chez les producteurs indépendants avec la multiplication de ventes directes.

- Avec la diminution des températures, jusqu'à lundi, les volumes diminuent et la demande est supérieure à l'offre. Certaines GMS estiment ne pas avoir assez d'approvisionnement et incitent les producteurs français à livrer une gamme type espagnole (barquette de 500g) qui ne correspond pas à la Gariguette.
- Les cours se réajustent légèrement à la hausse ;

En Dordogne

- La production en Dordogne est à son démarrage et les conditions climatiques ralentissent la production.
- La demande évolue favorablement (communication positive sur les produits agricoles Français dont fraise et asperges /maintien du confinement,)
- L'offre est inférieure à la demande et les prix s'élèvent un peu.
- La main d'œuvre saisonnière pose toujours un problème, d'ici 10 jours avec le PIC de production, des solutions devront être trouvées.

Viticulture

Vins de Bordeaux : les ventes en France chutaient déjà et les exportations plongeaient : la pandémie du coronavirus, avec ses restaurants fermés et ses consommateurs confinés, accentue la crise du monde viticole bordelais, tandis que se profile un manque de main d'œuvre pour les travaux de printemps. La profession engage des réflexions sur les valorisations possibles des surplus de vins estimés à 1 million d'hl qui resteraient rentables pour le producteur.

Cognac : Le vignoble est peu impacté, dans l'immédiat. Les travaux dans les vignes se poursuivent et profitent du beau temps. Le respect des gestes barrière est, dans l'immense majorité des cas, possible. On signale le départ d'une partie des travailleurs d'Europe de l'est (les équipes de prestataires roumains n'opèrent plus, certains travailleurs se sont tout simplement volatilisés; et les déplacements en groupe ne sont plus d'actualité), avec des incidences ponctuelles sur les chantiers. Seront-ils de retour en mai /juin pour les travaux d'égourmandages et de relevages? Les approvisionnements se poursuivent, même si on observe, ici ou là, des retards.

Enlèvements à l'exploitation : Avec la conjoncture de ces derniers mois, l'essentiel de la production (vins ou eaux de vie) était contractualisé. Les vins sont tous partis pour la distillation, cet hiver. Les enlèvements des eaux de vie, qui étaient prévus, ont toujours lieu, mais avec des retards puisque 2/4 des grandes Maisons de commerce sont fermées. Achat eaux de vie hors contrat de bonne fin: quasiment plus de transactions depuis février. L'outil industriel / chaînes de conditionnement du négoce Cognac à l'arrêt

Perspectives : le cognac est un produit essentiellement exporté. Il va falloir remettre en route les circuits d'expédition et de commerce. Les clients seront-ils au rendez-vous ? Des inquiétudes donc. Il sera plus facile de faire un point dans l'été.

Irroulegui : 40 % du personnel est en chômage partiel et 40 % en arrêt garde d'enfants. Arrêt complet d'activité et le directeur est très pessimiste pour la reprise, car s'ajoutent les futurs impayés de clients qui n'ont plus de trésorerie ou qui vont faire faillite.

Coop de gan : en amont (vignoble) pas de problème pour l'instant, mais sont envisagés des problèmes dans un mois avec un manque de main d'œuvre pour le palissage. La production de la cave est ralentie en raison des délais "fournisseur" sur les matières sèches (bouteilles / bouchons / etc). Les camions étant très ralentis les matières premières n'arrivent pas. Problème de stockage en raison des soucis d'expédition, ce qui se traduit par un arrêt de la chaîne de mise en bouteille qui ne reprend que si une commande sort. La commercialisation en vente directe "cave" est suspendue car trop compliquée avec les mesures de sécurité.

Horticulture

Dans la majorité des départements, les Préfets ont produit des arrêtés précisant que la vente aux particuliers des plants de fruits et légumes étaient autorisées pour les horticulteurs (soutien à l'alimentation). Elle peut s'opérer par vente directe à l'établissement ou sur marchés ouverts autorisés et toujours en remise de commande via drive ou livraison.

Grandes cultures et alimentation animale

Le prix du blé était en baisse, suite à l'annulation de commandes de la part de l'Égypte. Le prix du colza a rebondi hier, dans le sillage du pétrole, mais ce devrait être de courte durée.

Au fur et à mesure que les pays entrent en confinement, les consommateurs s'empressent de faire des stocks. C'est le cas maintenant en Russie et en Ukraine. Ces pays sont aussi frappés par une très forte inflation sur les produits alimentaires (amplifiée par la dévaluation de leur devise), qui pousse les autorités à prendre des mesures de limitation des exportations de céréales et d'oléagineux. La Russie vient de fixer un quota d'exportation pour tous grains à 7 Mt sur avril/juin. L'Ukraine met une limite d'exportation de blé à 20 Mt pour la campagne 2019/2020.

Le contexte de marché mondial est défavorable au maïs en raison de la perte de rentabilité dans la filière éthanol. En effet, l'éthanol ne trouve plus d'acheteur, alors que le prix du pétrole s'effondre et que la consommation d'essence chute. Aux USA, des usines d'éthanol commencent à baisser leur production et certaines étudient une mise à l'arrêt. L'écart entre le prix du maïs et le prix du blé s'est encore creusé, renforçant ainsi l'incorporation du maïs dans l'aliment du bétail. Face au risque d'un marché de blé pouvant rester tendu et cher durant la période de confinement, l'achat de maïs est une sécurité pour l'industrie de l'aliment. Le stock de maïs français pourrait être plus fortement convoité en cas de restriction des chargements en Ukraine.

Le prix de l'orge pourrait baisser. La filière malterie doit faire face à une baisse d'activité (production et consommation de bière en baisse) et elle peut être amenée à revendre des lots d'orge. Les stocks encore disponibles à la vente en France n'auront comme débouché probable que l'alimentation animale. Cette situation peut conduire à un plus fort écartement de prix entre l'orge et le blé.

Le marché du tourteau de soja est fortement perturbé à court terme par la baisse de l'activité de trituration en Argentine, premier exportateur de tourteau dans le monde. D'autre part, la baisse de production de drêche de maïs aux US, liée au ralentissement de la production d'éthanol, entraîne une hausse de la consommation de tourteau de soja. Heureusement, les ressources importantes de graines en Amérique du Sud pèseront inévitablement sur le marché du tourteau lorsque les usines retrouveront une production normale, ce qui n'est pas pour tout de suite. La situation est tendue sur les ports français : Les bateaux se font attendre et les clients ont parfois des difficultés à obtenir la mise à disposition de leurs contrats d'achat. Cette situation va durer jusqu'à fin mai et plus si les chargements se compliquent encore davantage en Argentine et au Brésil.

Le marché du tourteau de colza est en manque d'approvisionnement pour la période avril/juillet. Le rythme de trituration est en baisse en Europe et l'écoulement de l'huile vers le débouché biodiésel devient problématique (chute de la consommation de gasoil). Les éleveurs laitiers engagés dans la filière non OGM sont les plus impactés par cette situation.

Filières laitières

Lait de vache : la collecte continue avec les gestes barrières en exploitation. Certaines laiteries (Agrial, Lactalis Savencia avec leurs OP pour l'instant) demandent une "modération" de la production aux éleveurs de l'ordre de 2 à 5 % soit par rapport à avril 2019 ou par rapport à mars 2020. Le CNIEL finance une compensation maximum de 320 €/1 000 L sur le mois d'avril, ainsi qu'une campagne de communication pour relancer la consommation de fromages sous AOP.

Le prix du lait conventionnel chute du fait du manque de débouchés pour certaines laiteries, de la diminution des capacités de transformation liée à la diminution du personnel et des mesures de sécurité qui ralentissent la cadence, et de la saisonnalité. Plusieurs laiteries ont annoncé des baisses de prix de 20 à 30 €/1 000 L pour le deuxième trimestre 2020, ce qui les ramèneraient au niveau de la crise de 2015. Elles annoncent un rattrapage en fin d'année si la conjoncture le permet. Le prix du lait bio se maintient, et devrait se situer à 420 €/1 000 L (Terra Lacta).

Le risque de surplus dans le bassin de collecte européen et à l'échelle mondiale (sauf en Nouvelle-Zélande) est très fort pour 2020, avec un risque de retournement brutal du marché.

Les achats des ménages sont à la hausse, plus particulièrement lors des premières semaines de confinement. Les produits de la crèmerie sont ceux qui tirent le mieux leur épingle du jeu, mais les fromages à la découpe sont fortement délaissés. La perte du débouché RHD et la restriction de circuits locaux est très préjudiciable pour des industriels qui ne peuvent tout reporter sur les GMS, en général des PME rurales. De plus, en dehors des problèmes logistiques, l'exportation ralentit fortement avec la préférence nationale dans les comportements d'achat des consommateurs européens.

Lait de chèvre : La filière caprine est confrontée à des pertes de marchés importantes et brutales ; fermeture des établissements scolaires, puis de la restauration hors foyer, fermeture des marchés alimentaires, baisse des ventes à l'export- Les volumes de ventes sont en chute libre dans la grande distribution, en particulier sur le segment haut de gamme (AOP, fromages au rayon coupe, fromages fermiers).

Le taux d'absentéisme dans les entreprises de transformation de l'ordre de 20 % en moyenne, auquel s'ajoute un ralentissement considérable des cadences des chaînes de production lié à l'observation stricte des consignes gouvernementales de sécurité. Il en résulte une baisse des capacités de fabrication des sites de production de 20 % à 25 %. Certains outils de fabrication sont déjà à saturation, ou vont l'être bientôt. En production fermière et artisanale, la fermeture de nombreux points de vente met en péril l'activité des producteurs fermiers caprins et artisans et entraînera chez certains des conséquences graves. Une lueur d'espoir réside dans le maintien des points de vente.

La situation est d'autant plus problématique qu'elle survient dans une période de forte production de lait de chèvre, avec une collecte actuellement en hausse de 5 à 10 % par rapport à l'année dernière selon les zones, et alors que le pic de production annuel est attendu dans les prochaines semaines.

La priorité des entreprises de transformation est d'assurer la continuité de la collecte de lait de chèvre et de la transformation en produits finis ou en produits de report, dans le respect des consignes gouvernementales de sécurité en matière de protection sanitaire. Cependant, dans ce contexte à la fois dégradé et instable, elles vont se retrouver de façon imminente en situation de devoir détruire le lait de chèvre qui ne peut plus être transformé faute de débouchés et ne pouvant pas non plus être stocké dans son intégralité.

Porcs :

La modification de la demande avec un transfert de consommation de la RHD et restauration commerciale vers le foyer accentue toujours un peu plus le déséquilibre matière.

Poursuite des expéditions vers la Chine avec reprise de la demande. Attention toutefois à la montée en puissance de la production locale.

Les abattoirs et structures de transformation s'inquiète de l'absentéisme (garde d'enfant / infections covid déclarées) sur les lignes de production, qui, ajouté à la mise en application des mesures barrières, ralentit les cadences tandis que les apports et la demande ne faiblissent pas.

Les exports, bien que la demande soit soutenue, pourraient être affectés par la baisse du rythme de production sur le segment de l'abattage / transformation et des difficultés logistiques (la pénurie de containers, notamment réfrigérés reste forte).

Bovin Viande :

"Sur le maigre : les marchés traditionnels sont confrontés à des dynamiques différentes. L'Italie est toujours en demande de brouards pour alimenter ses unités d'engraissement afin de satisfaire un consommateur qui souhaite des produits locaux et/ou de qualité. Les engraisseurs recherchent des animaux lourds pour une finition plus rapide (le Charolais apparaît mieux placé). Le commerce avec l'Espagne marque très nettement le pas. Les unités d'engraissement sont saturées avec une perte de la majorité des débouchés à l'export, ainsi les brouardes du Sud-Ouest trouvent difficilement preneur, par ailleurs les transporteurs rechignent de plus en plus à assurer les expéditions dans une zone considérée comme un des foyers majeurs en UE. La destination algérienne inquiète à termes, la baisse du prix du pétrole, principale source de rentrée de devises pour l'Etat, place ce dernier dans une situation de plus en plus délicate alors qu'il doit subventionner la majorité des produits alimentaires. Le renforcement des mesures de confinement contraint la réception des livraisons par voie maritime dans les principaux ports.

Les expéditions sur cette semaine sont variables selon les opérateurs. Certains ont stoppé d'autres après un net ralentissement en semaine 13, ont repris un rythme quasi normal. Globalement, tous relèvent le manque de disponibilité en ferme résultat de la baisse des naissances observée dans la majeure partie des bassins."

Pour les animaux finis, après la forte demande observée sur les semaines précédant la 12, le rythme des abattages s'est assez nettement affaibli (- 5 % en global). Principalement sur les vaches allaitantes, traditionnellement destinée au secteur de la boucherie détail dont les rayons en GMS ne rouvrent que très lentement. Les principales centrales d'achat ne donneraient des informations plus précises sur les prévisions de commande qu'à partir de la semaine 17.

L'équilibre matière est toujours un peu plus difficile à gérer."

Chevreaux et agneaux :

La collecte des agneaux est très hétérogène selon les organisations de producteurs et territoires. Certains souffrent des disponibilités massives en ferme car très orientés sur la production en contre saison afin de répondre au traditionnel pic de consommation "pascale" plus que compromis cette année.

Les filières très liées avec la grande distribution se retrouvent avec des commandes en berne, les centrales d'achat ayant déjà couvert, comme à l'accoutumée, une bonne partie de leurs besoins avec des produits d'import qui sont aujourd'hui en stock (NB : les importations sont aujourd'hui stoppées). La proposition de la FNO est que les GMS déstockent, avec soutien de l'Etat, ces volumes par voie de dons à la RHD encore en activité (hôpitaux, prison, armée...). L'objectif est de libérer l'espace pour la production nationale. (source : interview de la présidente de la FNO Michèle Boudoin).

Le marché du chevreau est particulièrement dégradé avec des cours toujours anormalement bas à l'approche de Pâques (2,7 €/kg contre 3,3 à 3,4 €/kg l'année passée à la même période). Les abattages se poursuivent et le marché absorbe les achats chez les engraisseurs grâce à la congélation (depuis la semaine dernière) qui vient gonfler les stocks. Le commerce d'exportation (70 % des volumes disponibles) est toujours possible mais très aléatoire depuis le départ de l'épidémie du covid19 en Italie. (Source : O Pagnot - CDA 86)

Christine NAVAILLES - ARGENTAA - Bertrand DUMAS - Frank MICHEL
*Equipe régionale « Economie Prospective »
de la Chambre Régionale d'Agriculture de Nouvelle Aquitaine*

*Les informations, données et analyses retranscrites dans cette note
peuvent être mentionnées et utilisées par des tiers
sous réserve de mention de la source
"Chambre Régionale d'Agriculture de Nouvelle-Aquitaine"*